

Affaire suivie par : Chrystelle GIBERT
Tél. : 04 77 43 53 53
Courriel : chrystelle.gibert@developpement-
durable.gouv.fr

Saint-Étienne, le 15 septembre 2025

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

SUEZ RV Borde Matin

à ROCHE LA MOLIÈRE

**Rapport de l'inspection des installations classées
Projet d'arrêté préfectoral complémentaire**

OBJET : Projet d'arrêté préfectoral relatif à la baisse de la capacité annuelle de l'ISDND

RÉF : UID4243-DSSP-025-330

Adresse de l'établissement :

ZA Charles Chana – Bd du Puits Charles
42 230 ROCHE-LA-MOLIERE

Adresse du siège social :

Universaône
18 rue Félix Mangini
69 009 LYON

Activité : Installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND)

Code AIOT : 0010500024

Copie :
Exploitant
Dossier
Chrono

UID Loire-Haute-Loire : 2 avenue Gruner Allée C – 42000 Saint-Étienne
Délégation du Puy-en-Velay : 6 avenue du Général de Gaulle - CS 90254 - 43009 Le Puy-en-Velay Cedex
Standard : 04 77 43 53 53 - ud-lhl.dreal-auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr

Par courrier du 20/05/2025, le président du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes a saisi le préfet de la Loire afin qu'il soit procédé à la révision de la capacité annuelle autorisée de l'ISDND de Borde Matin, située sur la commune de Roche-la-Molière, exploitée par la société SUEZ RV Borde Matin.

Le présent rapport propose les suites à donner.

1. Présentation de la société et situation administrative du site

La société SUEZ RV Borde-Matin est autorisée par arrêté préfectoral n° 61-DDPP-18 du 23/02/2018 à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur la commune de Roche La Molière.

L'installation est autorisée selon les dispositions suivantes :

Années	Tonnage annuel maximum	Capacité journalière
Du 1 ^{er} janvier 2018 à fin 2019	423 000 t	2500t
De 2020 à 2024	357 000 t	2000t
De 2025 à 2052	270 000 t	1500t
2053	36218 t	1500t

Depuis le 01/01/2025, la capacité annuelle de l'installation est donc de 270 000 tonnes.

2. Présentation du projet

Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Auvergne-Rhône-Alpes prévoit la réduction des capacités d'enfouissement de 50 % entre 2010 et 2025 pour atteindre une capacité autorisée de 1,1 MT de déchets non dangereux non inertes et non valorisables.

Il identifie ainsi des capacités maximales d'enfouissement par département, qui constituent la trajectoire régionale de réduction de l'enfouissement. Pour le département de la Loire, la capacité maximale s'élève à 200 000 tonnes/an.

Afin de garantir l'atteinte de ces objectifs, le conseil régional, en charge de la planification dans le domaine des déchets (SRADDET), sollicite en application de l'article L. 541-25-1 II du Code de l'environnement la révision de la capacité annuelle des ISDND de la région.

Cet article dispose en effet :

« II.-L'autorité administrative peut réviser la capacité annuelle de stockage, à la demande du président du conseil régional ou, pour la Corse, de l'autorité prévue à l'article L. 4424-37 du Code général des collectivités territoriales, dans le but d'améliorer la prise en compte des objectifs définis aux 4° et 6° du II de l'article L. 541-1 du présent code. Cette révision prend effet au plus tôt trois ans après la date de la notification de la décision de l'autorité administrative à l'exploitant.

La révision ne peut être engagée qu'aux conditions suivantes :

- 1° Son périmètre couvre l'ensemble des installations de stockage de déchets non dangereux non inertes d'un même département. La capacité d'une installation couverte par cette révision peut cependant ne pas être modifiée si l'application des critères ci-après aboutit à une variation de moins de 10 % de la capacité annuelle autorisée ;
- 2° Des révisions similaires, utilisant les mêmes critères, ont été prescrites dans les autres départements de la même région, ou le seront dans un délai de moins d'un an ;
- 3° Pour chaque installation couverte par le périmètre de la révision, les critères permettant de définir la capacité révisée de l'installation sont les suivants :
 - a) La nature des déchets admis dans l'installation ;

- b) Pour les capacités de stockage de déchets ménagers et assimilés, le nombre d'habitants et la typologie d'habitat du bassin de vie dans lequel est située l'installation, en tenant compte des variations saisonnières et de la présence d'autres installations d'élimination et d'incinération avec valorisation énergétique pouvant accueillir ces déchets ;
- c) Pour les capacités de stockage de déchets d'activité économique, l'activité économique du bassin de vie dans lequel est située l'installation, en tenant compte de la présence d'autres installations d'élimination et d'incinération avec valorisation énergétique pouvant accueillir ces déchets.

Cette révision ne peut donner lieu à aucune indemnité. »

Les objectifs définis au 4° et au 6° du II de l'article L. 541-1 sont :

« 4° D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité » ;

« 6° D'assurer, notamment par le biais de la planification relative aux déchets, le respect du principe d'autosuffisance ; »

Dans son courrier de saisine, le président du conseil régional présente les éléments permettant de justifier que les conditions mentionnées dans les articles ci-dessus en vue de la révision de la capacité de l'installation de stockage sont respectées.

3. Proposition de l'inspection

La diminution de la capacité annuelle répond aux orientations fixées par le SRADDET de la région Auvergne-Rhône-Alpes qui fixe la capacité annuelle des installations de stockage de déchets non dangereux non inertes à 1,1 million de tonnes pour l'ensemble de la région dont 200 000 tonnes pour le département de la Loire.

Conformément aux dispositions de l'article L. 541-25-1 II du Code de l'environnement, cette diminution prendra effet à partir du 01/01/2029.

Les conditions d'exploitation de l'installation ne sont pas modifiées.

L'inspection des installations classées propose à madame la préfète de la Loire de prescrire la baisse de capacité annuelle de l'ISDND de Borde-Matin selon les conditions définies dans le projet d'arrêté ci-joint.

En application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, il est proposé de procéder à une phase contradictoire d'un délai de 15 jours durant lequel la société SUEZ RV Borde-Matin pourra présenter ses éventuelles observations.

L'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis.

L'inspecteur de l'environnement	Le chef du pôle Déchets, sites et sols pollués	Vu, approuvé et transmis à madame la préfète de la Loire, DDPP Pour le directeur et par délégation,